

Comptes annuels

Association Solidarité Estuaire

31/12/2024

Ce document contient 40 pages

Association Solidarité Estuaire

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024 (Bilan)

Sommaire

0.1	Compte rendu de travaux de l'expert comptable	3
1	<i>Comptes annuels</i>	4
1.1	Bilan Actif	5
1.2	Bilan Passif	6
1.3	Compte de résultat	7
1.4	Annexe aux comptes annuels	9

Association Solidarité Estuaire
102 rue Gambetta
44000 Nantes

Compte rendu de travaux de l'expert-comptable

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de l'entité Association Solidarité Estuaire relatifs à l'exercice du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, qui se caractérisent par les données suivantes :

- Total du bilan : 6 979 317 €
- Total des produits d'exploitation : 10 082 926 €
- Excédent : + 394 012 €

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation de comptes.

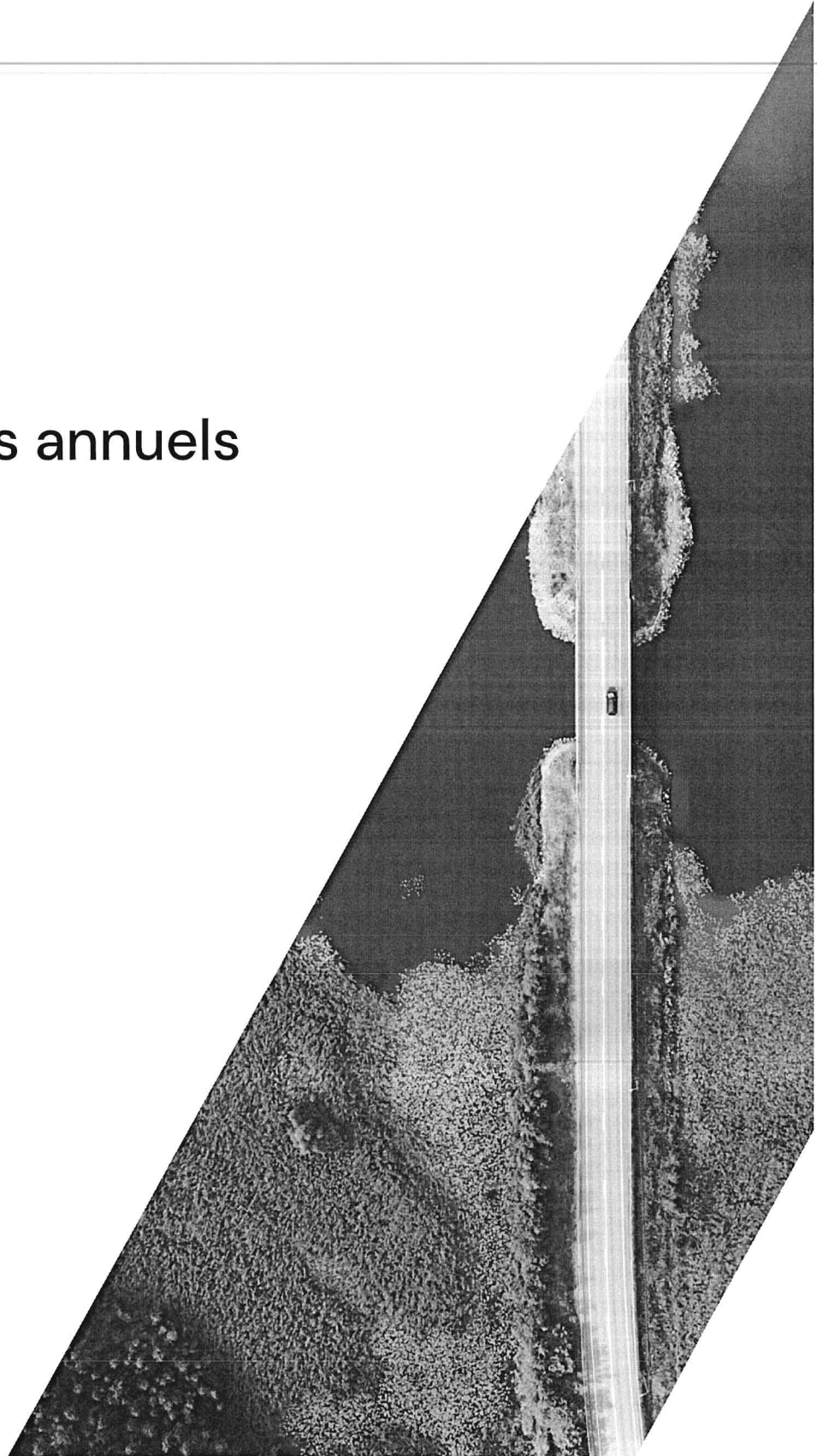
RYDGE CONSEIL

Béatrice Jestin
Expert-comptable
Associée



Signature
numérique de
Beatrice Jestin

Comptes annuels



Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	67 322	58 502	8 820	15 678
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾					
	Immobilisations incorporelles en cours					
		Avances et acomptes				
		TOTAL	67 322	58 502	8 820	15 678
	Immobilisations corporelles	Terrains	404 568	1 240 908	404 568	404 568
		Constructions	3 110 353		1 869 444	1 994 561
		Inst. techniques, mat.out.industriels	1 446 433		195 460	208 678
Immobilisations corporelles en cours		316 393	316 393		51 510	
Avances et acomptes						
	TOTAL	5 277 748	2 491 882	2 785 866	2 659 317	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	19 821	19 818	3	3	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres					
	TOTAL	151 155	19 818	131 336	127 282	
	Total I	5 496 226	2 570 202	2 926 023	2 802 277	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	80 180	28 063	52 117	121 840
		Créances reçues par legs ou donations	561 473		561 473	508 629
		Autres				
		TOTAL	641 654	28 063	613 591	630 469
	Divers	Valeurs mobilières de placement	50 520		50 520	50 520
		Instruments de trésorerie	3 386 265		3 386 265	3 883 877
Disponibilités						
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		2 917				
	Total II	4 081 357	28 063	4 053 294	4 566 563	
	Frais d'émission des emprunts	III				
	Primes de remboursement des emprunts	IV				
	Ecart de conversion Actif	V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		9 577 584	2 598 266	6 979 317	7 368 840
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	126 873	126 873
	Fonds propres complémentaires	63 067	63 067
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	513 777	506 091
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	411 020	403 334
	Report à nouveau	1 387 781	991 424
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	234 643	108 561
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	394 012	404 043
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	330 314	133 768
	Situation nette (sous-total)	2 485 512	2 091 499
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	353 529	367 027
	Provisions réglementées	1 669 867	1 653 876
Total I		4 508 909	4 112 404
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	359 185	1 202 061
Total II		359 185	1 202 061
Provisions	Provisions pour risques	35 051	34 300
	Provisions pour charges	251 633	242 783
Total III		286 685	277 083
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	444 974	515 015
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	77 097	74 349
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	301 329	292 374
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	676 467	572 205
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	90 369	64 598
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	234 298	258 746
Total IV		1 824 536	1 777 290
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		6 979 317	7 368 840
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	430	220
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	1 355 388	1 134 437
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	1 355 388	1 134 437
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	7 425 504	7 287 487
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	2 814 782	2 472 821
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	800	7 310
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	84 299	182 239
	Utilisations des fonds dédiés	1 194 485	1 425 912
	Autres produits	22 018	17 269
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		10 082 926	10 054 876
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	3 592 607	3 333 162
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	365 709	320 788
	Salaires et traitements	3 387 494	2 969 232
	Charges sociales	1 380 528	1 193 929
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	208 473	208 352
	Dotations aux provisions	95 830	39 835
	Reports en fonds dédiés	351 609	1 202 061
	Autres charges	366 469	399 467
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		9 748 723	9 666 829
1. Résultat d'exploitation (I-II)		334 203	388 047

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
		12 mois	12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	45 398	41 074
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		45 398	41 074
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	10 575	12 119
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		10 575	12 119
2. Résultat financier (III-IV)		34 822	28 954
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		369 025	417 001
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	27 925	17 713
	Sur opérations en capital	25 358	26 583
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	19 260	
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	72 544	44 297
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	12 306	6 121
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	35 251	51 134
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		47 557	57 255
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		24 986	-12 958
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		10 200 869	10 140 247
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		9 806 857	9 736 204
EXCÉDENT OU DÉFICIT		394 012	404 043
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		330 314	133 768
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		57 656	54 092
Bénévolat			
Total		57 656	54 092
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		54 052	54 092
Prestations en nature		3 604	
Personnel bénévole			
Total		57 656	54 092

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024

Association Solidarité Estuaire

Table des matières

1	Objet social	4
2	Description des moyens mis en œuvre	5
3	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	6
3.1	Faits caractéristiques de l'exercice	6
3.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	6
4	Principes et méthodes comptables	7
4.1	Principes, règles et méthodes comptables	7
4.1.1	Changement de règles et méthodes comptables	7
4.2	Dérogations	7
4.3	Principales méthodes comptables	7
5	Informations relatives aux postes du bilan	8
5.1	Actif immobilisé	8
5.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9
5.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	10
5.1.3	Immobilisations financières	11
5.1.4	Dépréciations de l'actif immobilisé	11
5.1.5	Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé	12
5.1.6	Informations relatives aux filiales et participations	12
5.2	Actif circulant	12
5.2.1	État des stocks	12
5.2.2	Actif circulant / dépréciations	13
5.2.3	Charges constatées d'avance et produits à recevoir	13
5.3	Fonds associatifs	14
5.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	14
5.3.2	Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée	16
5.3.3	L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire (ESSMS)	17
5.3.4	Subventions d'investissement	17
5.3.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	18
5.3.6	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	19
5.4	Fonds reportés et dédiés	19
5.4.1	Fonds dédiés	19

5.5	Dettes	20
5.5.1	Produits constatés d'avance	20
5.5.2	Charges à payer	21
5.6	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	21
6	Informations relatives au Compte de résultat	23
6.1	Produits du compte de résultat	23
6.1.1	Ventes de prestations de service	23
6.1.2	Produits de tiers financeurs	23
6.1.3	Tableau des subventions et concours public	24
6.1.4	Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)	25
6.1.5	Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	25
6.1.6	Utilisation des fonds dédiés	25
6.1.7	Autres produits d'exploitation	25
6.2	Charges du compte de résultat	25
6.2.1	Dotation aux provisions	25
6.2.2	Report en fonds dédiés	26
6.2.3	Autres charges d'exploitation	26
6.3	Résultat Financier	26
6.4	Résultat Exceptionnel	26
6.5	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	27
6.5.1	Honoraires des commissaires aux comptes	27
6.5.2	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	27
7	Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants	29
7.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	29
8	Informations relatives à l'effectif	30
9	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	31
9.1	Les engagements de retraites et avantages assimilés	31
9.2	Engagements financiers reçus	31
9.3	Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)	32

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'Association a pour objet l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement, l'insertion de personnes majeures ou mineures ».

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Description des moyens mis en œuvre

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité de gestion de services d'accueil, d'hébergement, d'accompagnement social et de soutien à la parentalité : cette activité s'est exercée dans le périmètre de la région de Nantes et Saint-Nazaire.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu post clôture.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes, règles et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 Changement de règles et méthodes comptables

L'association n'a procédé à aucun changement de méthode, ni de corrections d'erreurs comptable au cours de l'exercice comptable.

4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

5 Informations relatives aux postes du bilan

5.1 Actif immobilisé

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,

Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	67 323	-	-	-	67 323
Immobilisations corporelles	Terrains	404 568	-	-	-	404 568
	Constructions	3 110 354	-	-	-	3 110 354
	Install. Tech., mat., outillage	135 256	-	-	-	135 256
	Install. générales, ag. Am. divers	436 888	10 400	-	-	447 288
	Matériel de transport	221 770	-	-	-	221 770
	Mat bur., informatique, mobilier	589 238	52 882	-	-	642 120
	Immo. Corp. En cours	51 510	264 883	-	-	316 393
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	4 949 583	328 165	-	-	5 277 749
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	19 822	-	-	-	19 822
	Prêts et autres immo. financières	127 279	14 600	10 546	-	131 333
	Total IV	147 101	14 600	10 546	-	151 155
Total général		5 164 007	342 765	10 546	-	5 496 227

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début	Augmentations	Diminutions	Amortissements fin
		(A)	(B)	(C)	(D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	51 644	6 858	-	58 502
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	1 115 793	125 116	-	1 240 909
	Install. Tech., mat., outillage	113 779	6 716	-	120 494
	Install. générales, ag. Am. divers	394 186	16 508	-	410 694
	Matériel de transport	174 621	15 214	-	189 834
	Mat bur., informatique, mobilier	491 889	38 062	-	529 950
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	2 290 266	201 616	-	2 491 882
Total général		2 341 911	208 474	-	2 550 385

5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 ans
Constructions	Linéaire	15 ou 25 ans
Installations et aménagements des constructions	Linéaire	10 à 15 ans
Matériel et outillage	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	2 à 8 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 10 ans

5.1.3 Immobilisations financières

Type d'immobilisations	Valeur
Titres immobilisés	19 818
Parts sociales Banque	4
Dépôts et cautionnements	129 033
Prêt et autres financement	2 300
Total	151 155

5.1.4 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	19 818	-	-	19 818
TOTAL	19 818	-	-	19 818

5.1.4.1 Amortissements et dépréciations – État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	51 644	6 858	-	-	-	58 502
Corporelles	2 290 266	201 616	-	-	-	2 491 882
TOTAL	2 341 911	208 474	-	-	-	2 550 385

5.1.5 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé

5.1.5.1 Frais d'établissement

Aucun frais d'établissement n'est inscrit à l'actif.

5.1.6 Informations relatives aux filiales et participations

L'association ne possède aucun titre de participation.

5.2 Actif circulant

5.2.1 État des stocks

Néant.

5.2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	2 590	25 715	242	28 063
Autres	-	-	-	-
TOTAL	2 590	25 715	242	28 063

5.2.3 Charges constatées d'avance et produits à recevoir

5.2.3.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent des charges d'exploitation pour 2 918 €.

5.2.3.2 Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'élèvent à 520 690 € et se détaillent ainsi :

- Organismes sociaux : 1 369 €
- Subvention : 466 759 €
- Divers : 52 562 €

5.3 Fonds associatifs

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

L'entité gestionnaire distingue, dans ses fonds propres, les fonds propres restituables (Art L313-19 du CASF) qui constituent « les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée », IR3 : « sont concernés le résultat, le report à nouveau et les réserves ».

5.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	189 941				189 941
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	506 091	7 686			513 777
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (I) »	403 334	7 686			411 020
Report à nouveau	991 424	396 357			1 387 781
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (I) »	108 561	126 082			234 643
Excédent ou déficit de l'exercice	404 043	-404 043	394 012		394 012
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (I) »	133 768	-133 768	330 315		330 315
Situation nette	2 091 500		394 012		2 485 512
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	367 028		11 861	25 359	353 530
Provisions réglementées	1 653 877		35 251	19 260	1 669 868
TOTAL	4 112 405		441 124	44 619	4 508 910

5.3.2 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)	175 958	1 329 096
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :		
Charges et produits dont la prise en compte est acceptée		354 548
Charges rejetées, rejet objet d'un recours	42 447	
Charges et produits dont la prise en compte est différée	77 458	
Solde		1 387 781

5.3.3 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire (ESSMS)

Le CASF fixe les règles.

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	394 012	404 043
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)		
= Excédent ou déficit effectif global	394 012	404 043
Dont résultat effectif sous gestion propre	330 315	133 769
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	63 697	270 275

5.3.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	583 972	11 861		595 833
Quotes-parts virées au résultat	-216 944	-25 359		-242 303
Montant net en fonds propres	367 028	-13 498		353 530

5.3.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées	1 653 877	35 251	19 260	1 669 868
Provisions pour risques	34 300	35 052	34 300	35 052
Provisions pour charges	242 784	35 064	26 214	251 634
TOTAL	1 930 961	105 367	79 774	1 956 554

Les provisions réglementées se décomposent de la façon suivante :

- Provisions pour produits financiers des ESSMS 67 125 €
- Provisions afférentes aux plus-values nettes d'actif immobilisé 1 602 743 €

Les provisions pour charges se décomposent de la façon suivante :

- Provision pour engagements de retraite et assimilés 206 257 €
- Provision pour gros entretien 45 576 €

5.3.6 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	206 257	69 755	276 012

Notre entité provisionne partiellement ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Un régime d'indemnités de départ à la retraite, issu de l'application de la Convention Collective Centres d'Hébergement et de Réadaptation Sociale (CHRS).

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la méthode simplifiée historiquement appliquée par l'association.

L'association provisionne dans ses comptes les engagements pour les salariés présentant une ancienneté de 10 ans et plus.

L'engagement total et ses caractéristiques sont précisés au point 9.1.

5.4 Fonds reportés et dédiés

5.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fonds dédiés sur concours publics d'exploitation CNR CPOM	3 000	6 000				9 000	
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement – Dispositif DUFE	500 000	185 401	500 000			185 401	
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement – Dispositif Accompagnement Ukraine	530 520		530 520				
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement – Autres dispositifs	168 542	160 209	163 966			164 785	
TOTAL	1 202 062	351 610	1 194 486			359 186	

5.5 Dettes

5.5.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent des produits d'exploitation pour 234 298 € et concernent les subventions d'exploitation octroyées par les différents financeurs pour financer des dépenses de l'année 2025.

5.5.2 Charges à payer

Intitulés	Montant
Intérêts courus non échus	2 352
Factures non parvenues	7 062
Dettes provisionnées pour congés à payer	233 084
Personnel, autres charges à payer	38 548
Charges sociales sur congés à payer	116 309
Autres charges sociales à payer	24 241
Autres charges à payer	31 902
TOTAL	453 498

5.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	2 300		2 300
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	80 181	80 181	
	Autres	561 474	561 474	
Charges constatées d'avance		2 918	2 918	
TOTAL		646 873	644 573	2 300

Prêts Accordés en cours d'exercice	50
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

Les autres créances comprennent notamment les subventions à recevoir pour un montant total de 466 759 €. Les subventions à recevoir de l'exercice correspondent aux subventions totales octroyées par les différents financeurs, le plus souvent dans le cadre de projets pluriannuels, mais non reçues à la clôture de l'exercice.

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	444 975	71 220	281 769	89 634
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		77 098	77 098		
Fournisseurs et comptes rattachés		301 330	301 330		
Dettes fiscales et sociales		676 467	676 467		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-	-		
Autres dettes		90 369	90 369		
Produits constatés d'avance		234 298	234 298		
TOTAL		1 824 537	1 450 782	281 769	89 634

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	69 640
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

6.1 Produits du compte de résultat

6.1.1 Ventes de prestations de service

Les ventes de l'association correspondent aux participations des familles et de la CAF.

6.1.2 Produits de tiers financeurs

6.1.2.1 *Concours publics*

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

6.1.2.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

6.1.3 Tableau des subventions et concours public

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		1 915 300	899 483		
Subvention d'exploitation	8 456	2 229 582	1 611 511	697 131	64 041
Subvention d'investissement					

6.1.4 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.

6.1.5 Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises

- | | |
|---------------------------------|----------|
| • Sur provisions pour risques : | 34 300 € |
| • Sur provision pour charges : | 26 214 € |

Transferts de charges :

- | | |
|--|----------|
| • Transferts de charges de personnel : | 23 544 € |
|--|----------|

6.1.6 Utilisation des fonds dédiés

Cf le tableau de variations des fonds dédiés.

Le poste « Utilisation des fonds dédiés » est utilisé pour les reprises en produits au compte de résultat des ressources dédiées à des projets définis non terminés les exercices précédents, pour lesquels l'engagement a été réalisé sur l'exercice.

6.1.7 Autres produits d'exploitation

Les autres produits s'élèvent à 21 956 €. Ils sont essentiellement composés des remboursements d'avances versées, de produits divers et de produits sur exercices antérieurs.

6.2 Charges du compte de résultat

6.2.1 Dotation aux provisions

Dotations

- | | |
|----------------------------------|----------|
| • Sur provisions pour risques : | 35 052 € |
| • Sur provision pour charges : | 35 064 € |
| • Sur dépréciation des usagers : | 25 715 € |

6.2.2 Report en fonds dédiés

Cf le tableau de variations des fonds dédiés.

Le poste « Report en fonds dédiés » est utilisé pour constater l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur dans le cadre de projets définis non terminés sur l'exercice.

6.2.3 Autres charges d'exploitation

Les autres charges s'élèvent à 366 470 €. Elles sont essentiellement composées des pécules et avances versés, des pertes sur créances irrécouvrables et charges diverses.

6.3 Résultat Financier

Le résultat financier de 2024 est de +34 822 €, il est constitué des produits financiers perçus des livrets et des intérêts d'emprunt versés.

6.4 Résultat Exceptionnel

Le résultat exceptionnel de 2024 est de +24 987 €. Il est composé de :

• Produits exceptionnels divers :	27 926 €
• Quote-part de subvention d'investissements :	25 359 €
• Reprise aux provisions réglementées renouvellement d'immobilisations :	19 260 €
• Charges exceptionnelles diverses :	12 307 €
• Dotation aux provisions réglementées plus-value nette actif circulant :	35 251 €

6.5 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

6.5.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	9 091
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	9 091

6.5.2 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature en fonction des informations disponibles.

6.5.2.1 *Mise à disposition des locaux*

Plusieurs financeurs mettent à disposition à titre gracieux des locaux dans le cadre de différents dispositifs.

Financier	Nature de la mise à disposition
Mairie de Nantes	Mise à disposition d'une maison – dispositif La R'ssource
Ville de Trignac	Mise à disposition d'une maison – Dispositif Gestion locative
Mairie d'Indre	Bien immobilier
Mairie d'Indre	Bien immobilier
Total	

6.5.2.2 *Bénévolat*

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

L'entité n'est pas en mesure de recenser et de valoriser le bénévolat.

6.5.2.3 *Mécénat de compétences*

Plusieurs prestataires sont intervenus dans le cadre de convention de mécénat de compétences. Le montant s'élève à 3 605 € au titre de l'année 2024.

7 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Les associations qui rémunèrent un à trois dirigeants dans le cadre de l'article 261 7.1° du code général des impôts doivent, entre autres, indiquer dans une annexe aux comptes annuels le montant des rémunérations versées à chacun des dirigeants concernés (art 242C, annexe II du code général des impôts).

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle de la directrice.

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	13	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	87	
Ouvriers		
TOTAL	100	

9 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

9.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

En matière de retraite, l'engagement a été partiellement provisionné dans les comptes (à hauteur de 206 257 €).

Le montant de notre engagement total non provisionné s'élève à 69 755 € au 31/12/2024 contre 110 993 € au 31/12/2023.

Le montant total du passif social au 31/12/2024 est évalué à **276 012 €** selon les paramètres suivants :

Paramètres économiques :

Augmentation annuelle des salaires retenue : 2% Constant (Cadres et Non Cadres)

Taux d'actualisation : 3.23 % (inflation comprise).

Paramètres sociaux :

Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à : 62 ans

Le taux de rotation retenu est : Faible pour les catégories Cadres et Non Cadres

Le taux de charges sociales patronales est : 55% pour les catégories Cadres et Non Cadres

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

Paramètres techniques :

La table de mortalité utilisée est la table réglementaire TG 05

Convention collective appliquée : Centres d'Hébergement et de Réadaptation Sociale (CHRS) ».

9.2 Engagements financiers reçus

	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts et des dettes auprès des établissements de crédit – Caution solidaire à 100% de la Mairie de Nantes	442 573	512 263
Total	442 573	512 263

9.3 Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

Percevant des dons pour un montant inférieur à 153 K€, notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public.

SOFAC AUDIT

ASSOCIATION SOLIDARITE ESTUAIRE

Association Loi 1901

Siège social : 102 rue Gambetta

44 000 NANTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

ASSOCIATION SOLIDARITE ESTUAIRE

Association Loi 1901

Siège social : 102 rue Gambetta

44 000 NANTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

A l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION SOLIDARITE ESTUAIRE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION SOLIDARITE ESTUAIRE, relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliquées et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées, s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Trésorier, et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

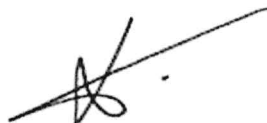
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations le concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nantes, le 04/06/2025

SOFAC AUDIT,
Commissaire aux Comptes



Hugues DISSE
Associé

ASSOCIATION SOLIDARITE ESTUAIRE

Association Loi 1901

Siège social : 102 rue Gambetta

44 000 NANTES

COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	67 322	58 502	8 820	15 678
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	67 322	58 502	8 820	15 678
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	404 568		404 568	404 568
Actif circulant	Constructions	3 110 353	1 240 908	1 869 444	1 994 561
	Inst. techniques, mat.out.industriels	1 446 433	1 250 973	195 460	208 678
	Immobilisations corporelles en cours	316 393		316 393	51 510
	Avances et acomptes				
	TOTAL	5 277 748	2 491 882	2 785 866	2 659 317
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	19 821	19 818	3	3
	Prêts	2 300		2 300	2 250
Actif circulant	Autres	129 033		129 033	125 028
	TOTAL	151 155	19 818	131 336	127 282
	Total I	5 496 226	2 570 202	2 926 023	2 802 277
	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	80 180	28 063	52 117	121 840
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	561 473		561 473	508 629
	TOTAL	641 654	28 063	613 591	630 469
	Divers				
	Valeurs mobilières de placement	50 520		50 520	50 520
Actif circulant	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	3 386 265		3 386 265	3 883 877
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	2 917		2 917	1 695
	TOTAL II	4 081 357	28 063	4 053 294	4 566 563
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	9 577 584	2 598 266	6 979 317	7 368 840
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Figure 1 page 41 fig. p. 5

Bilan Passif

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	126 873	126 873
	Fonds propres complémentaires	63 067	63 067
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	513 777	506 091
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>411 020</i>	<i>403 334</i>
	Report à nouveau	1 387 781	991 424
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>234 643</i>	<i>108 561</i>
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	394 012	404 043
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>330 314</i>	<i>133 768</i>
	Situation nette (sous-total)	2 485 512	2 091 499
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	353 529	367 027
	Provisions réglementées	1 669 867	1 653 876
Total I		4 508 909	4 112 404
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	359 185	1 202 061
Total II		359 185	1 202 061
Provisions	Provisions pour risques	35 051	34 300
	Provisions pour charges	251 633	242 783
Total III		286 685	277 083
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	444 974	515 015
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	77 097	74 349
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	301 329	292 374
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	676 467	572 205
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	90 369	64 598
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	234 298	258 746
Total IV		1 824 536	1 777 290
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		6 979 317	7 368 840
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Édité à partir du Lcsp 03.31.0

Compte de résultat

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	430	220
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	1 355 388	1 134 437
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	1 355 388	1 134 437
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	7 425 504	7 287 487
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>	2 814 782	2 472 821
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	800	7 310
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	84 299	182 239
	Utilisations des fonds dédiés	1 194 485	1 425 912
	Autres produits	22 018	17 269
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		10 082 926	10 054 876
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	3 592 607	3 333 162
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	365 709	320 788
	Salaires et traitements	3 387 494	2 969 232
	Charges sociales	1 380 528	1 193 929
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	208 473	208 352
	Dotations aux provisions	95 830	39 835
	Reports en fonds dédiés	351 609	1 202 061
	Autres charges	366 469	399 467
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		9 748 723	9 666 829
1. Résultat d'exploitation (I-II)		334 203	388 047

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	45 398	41 074
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		45 398	41 074
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	10 575	12 119
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV	10 575	12 119
2. Résultat financier (III-IV)		34 822	28 954
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		369 025	417 001
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	27 925	17 713
	Sur opérations en capital	25 358	26 583
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	19 260	
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	72 544	44 297
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion	12 306	6 121
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	35 251	51 134
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	47 557	57 255
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	24 986	-12 958
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
Total des produits (I + III + V)		10 200 869	10 140 247
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		9 806 857	9 736 204
EXCÉDENT OU DÉFICIT		394 012	404 043
dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		330 314	133 768
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		57 656	54 092
Bénévolat			
Total		57 656	54 092
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		54 052	54 092
Prestations en nature		3 604	
Personnel bénévole			
Total		57 656	54 092

Édité à partir de Lcop V3.51.0

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'Association a pour objet l'accueil, l'hébergement, l'accompagnement, l'insertion de personnes majeures ou mineures ».

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

Annexe page 4



2 Description des moyens mis en œuvre

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité de gestion de services d'accueil, d'hébergement, d'accompagnement social et de soutien à la parentalité : cette activité s'est exercée dans le périmètre de la région de Nantes et Saint-Nazaire.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif n'est intervenu post clôture.

Annexe page 6

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes, règles et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 Changement de règles et méthodes comptables

L'association n'a procédé à aucun changement de méthode, ni de corrections d'erreurs comptable au cours de l'exercice comptable.

4.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

4.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

5 Informations relatives aux postes du bilan

5.1 Actif immobilisé

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,

Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	67 323	-	-	-	67 323
Immobilisations corporelles	Terrains	404 568	-	-	-	404 568
	Constructions	3 110 354	-	-	-	3 110 354
	Install. Tech., mat., outillage	135 256	-	-	-	135 256
	Install. générales, ag. Am. divers	436 888	10 400	-	-	447 288
	Matériel de transport	221 770	-	-	-	221 770
	Mat bur., informatique, mobilier	589 238	52 882	-	-	642 120
	Immo. Corp. En cours	51 510	264 883	-	-	316 393
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	4 949 583	328 165	-	-	5 277 749
	Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-
Créances rattachées à des part.		-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés		19 822	-	-	-	19 822
Prêts et autres immo. financières		127 279	14 600	10 546	-	131 333
Total IV		147 101	14 600	10 546	-	151 155
Total général		5 164 007	342 765	10 546	-	5 496 227

Annexe page 9

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	51 644	6 858	-	58 502
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	1 115 793	125 116	-	1 240 909
	Install. Tech., mat., outillage	113 779	6 716	-	120 494
	Install. générales, ag. Am. divers	394 186	16 508	-	410 694
	Matériel de transport	174 621	15 214	-	189 834
	Mat. bur., informatique, mobilier	491 889	38 062	-	529 950
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	2 290 266	201 616	-	2 491 882
Total général		2 341 911	208 474	-	2 550 385

Annexe page 10

5.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 ans
Constructions	Linéaire	15 ou 25 ans
Installations et aménagements des constructions	Linéaire	10 à 15 ans
Matériel et outillage	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	2 à 8 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans
Mobilier	Linéaire	2 à 10 ans

5.1.3 Immobilisations financières

Type d'immobilisations	Valeur
Titres immobilisés	19 818
Parts sociales Banque	4
Dépôts et cautionnements	129 033
Prêt et autres financement	2 300
Total	151 155

5.1.4 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	19 818	-	-	19 818
TOTAL	19 818	-	-	19 818

Annexe page 11

5.1.4.1 Amortissements et dépréciations – État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	51 644	6 858	-	-	-	58 502
Corporelles	2 290 266	201 616	-	-	-	2 491 882
TOTAL	2 341 911	208 474	-	-	-	2 550 385

5.1.5 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé

5.1.5.1 Frais d'établissement

Aucun frais d'établissement n'est inscrit à l'actif.

5.1.6 Informations relatives aux filiales et participations

L'association ne possède aucun titre de participation.

5.2 Actif circulant

5.2.1 État des stocks

Néant.

5.2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	2 590	25 715	242	28 063
Autres	-	-	-	-
TOTAL	2 590	25 715	242	28 063

5.2.3 Charges constatées d'avance et produits à recevoir

5.2.3.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent des charges d'exploitation pour 2 918 €.

5.2.3.2 Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'élèvent à 520 690 € et se détaillent ainsi :

- Organismes sociaux : 1 369 €
- Subvention : 466 759 €
- Divers : 52 562 €

5.3 Fonds associatifs

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

L'entité gestionnaire distingue, dans ses fonds propres, les fonds propres restituables (Art L313-19 du CASF) qui constituent « les fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée », IR3 : « sont concernés le résultat, le report à nouveau et les réserves ».

5.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Annexe page 14

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	189 941				189 941
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	506 091	7 686			513 777
» dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)	403 334	7 686			411 020
Report à nouveau	991 424	396 357			1 387 781
» dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)	108 561	126 082			234 643
Excédent ou déficit de l'exercice	404 043	-404 043	394 012		394 012
» dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1)	133 768	-133 768	330 315		330 315
Situation nette	2 091 500		394 012		2 485 512
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	367 028		11 861	25 359	353 530
Provisions réglementées	1 653 877		35 251	19 260	1 669 868
TOTAL	4 112 405		441 124	44 619	4 508 910

Annexe page 15

5.3.2 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)	175 958	1 329 096
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :		
Charges et produits dont la prise en compte est acceptée		354 548
Charges rejetées, rejet objet d'un recours	42 447	
Charges et produits dont la prise en compte est différée	77 458	
Solde		1 387 781

5.3.3 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire (ESSMS)

Le CASF fixe les règles.

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	394 012	404 043
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)		
= Excédent ou déficit effectif global	394 012	404 043
Dont résultat effectif sous gestion propre	330 315	133 769
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	63 697	270 275

5.3.4 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

- De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1er exercice ouvert à compter du 1er janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	583 972	11 861		595 833
Quotes-parts virées au résultat	-216 944	-25 359		-242 303
Montant net en fonds propres	367 028	-13 498		353 530

5.3.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées	1 653 877	35 251	19 260	1 669 868
Provisions pour risques	34 300	35 052	34 300	35 052
Provisions pour charges	242 784	35 064	26 214	251 634
TOTAL	1 930 961	105 367	79 774	1 956 554

Les provisions réglementées se décomposent de la façon suivante :

- Provisions pour produits financiers des ESSMS 67 125 €
- Provisions afférentes aux plus-values nettes d'actif immobilisé 1 602 743 €

Les provisions pour charges se décomposent de la façon suivante :

- Provision pour engagements de retraite et assimilés 206 257 €
- Provision pour gros entretien 45 576 €

5.3.6 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	206 257	69 755	276 012

Notre entité provisionne partiellement ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Un régime d'indemnités de départ à la retraite, issu de l'application de la Convention Collective Centres d'Hébergement et de Réadaptation Sociale (CHRS).

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

- Selon la méthode simplifiée historiquement appliquée par l'association.

L'association provisionne dans ses comptes les engagements pour les salariés présentant une ancienneté de 10 ans et plus.

L'engagement total et ses caractéristiques sont précisés au point 9.1.

5.4 Fonds reportés et dédiés

5.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

- Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;
- Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « *fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS* » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fonds dédiés sur concours publics d'exploitation CNR CPOM	3 000	6 000				9 000	
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement – Dispositif DUFE	500 000	185 401	500 000			185 401	
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement – Dispositif Accompagnement Ukraine	530 520		530 520				
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement – Autres dispositifs	168 542	160 209	163 966			164 785	
TOTAL	1 202 062	351 610	1 194 486			359 186	

5.5 Dettes

5.5.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent des produits d'exploitation pour 234 298 € et concernent les subventions d'exploitation octroyées par les différents financeurs pour financer des dépenses de l'année 2025.

5.5.2 Charges à payer

Intitulés	Montant
Intérêts courus non échus	2 352
Factures non parvenues	7 062
Dettes provisionnées pour congés à payer	233 084
Personnel, autres charges à payer	38 548
Charges sociales sur congés à payer	116 309
Autres charges sociales à payer	24 241
Autres charges à payer	31 902
TOTAL	453 498

5.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	2 300		2 300
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	80 181	80 181	
	Autres	561 474	561 474	
Charges constatées d'avance		2 918	2 918	
TOTAL		646 873	644 573	2 300

Prêts Accordés en cours d'exercice	50
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

Les autres créances comprennent notamment les subventions à recevoir pour un montant total de 466 759 €. Les subventions à recevoir de l'exercice correspondent aux subventions totales octroyées par les différents financeurs, le plus souvent dans le cadre de projets pluriannuels, mais non reçues à la clôture de l'exercice.

Annexe page 21

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	444 975	71 220	281 769	89 634
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		77 098	77 098		
Fournisseurs et comptes rattachés		301 330	301 330		
Dettes fiscales et sociales		676 467	676 467		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-	-		
Autres dettes		90 369	90 369		
Produits constatés d'avance		234 298	234 298		
TOTAL		1 824 537	1 450 782	281 769	89 634

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	69 640
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

6.1 Produits du compte de résultat

6.1.1 Ventes de prestations de service

Les ventes de l'association correspondent aux participations des familles et de la CAF.

6.1.2 Produits de tiers financeurs

6.1.2.1 *Concours publics*

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

6.1.2.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

6.1.3 Tableau des subventions et concours public

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		1 915 300	899 483		
Subvention d'exploitation	8 456	2 229 582	1 611 511	697 131	64 041
Subvention d'investissement					

Annexe page 24

6.1.4 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.

6.1.5 Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises

- Sur provisions pour risques : 34 300 €
- Sur provision pour charges : 26 214 €

Transferts de charges :

- Transferts de charges de personnel : 23 544 €

6.1.6 Utilisation des fonds dédiés

Cf le tableau de variations des fonds dédiés.

Le poste « Utilisation des fonds dédiés » est utilisé pour les reprises en produits au compte de résultat des ressources dédiées à des projets définis non terminés les exercices précédents, pour lesquels l'engagement a été réalisé sur l'exercice.

6.1.7 Autres produits d'exploitation

Les autres produits s'élèvent à 21 956 €. Ils sont essentiellement composés des remboursements d'avances versées, de produits divers et de produits sur exercices antérieurs.

6.2 Charges du compte de résultat

6.2.1 Dotation aux provisions

Dotations

- Sur provisions pour risques : 35 052 €
- Sur provision pour charges : 35 064 €
- Sur dépréciation des usagers : 25 715 €

Annexe page 25

6.2.2 Report en fonds dédiés

Cf le tableau de variations des fonds dédiés.

Le poste « Report en fonds dédiés » est utilisé pour constater l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur dans le cadre de projets définis non terminés sur l'exercice.

6.2.3 Autres charges d'exploitation

Les autres charges s'élèvent à 366 470 €. Elles sont essentiellement composées des pécules et avances versés, des pertes sur créances irrécouvrables et charges diverses.

6.3 Résultat Financier

Le résultat financier de 2024 est de +34 822 €, il est constitué des produits financiers perçus des livrets et des intérêts d'emprunt versés.

6.4 Résultat Exceptionnel

Le résultat exceptionnel de 2024 est de +24 987 €. Il est composé de :

• Produits exceptionnels divers :	27 926 €
• Quote-part de subvention d'investissements :	25 359 €
• Reprise aux provisions réglementées renouvellement d'immobilisations :	19 260 €
• Charges exceptionnelles diverses :	12 307 €
• Dotation aux provisions réglementées plus-value nette actif circulant :	35 251 €

6.5 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

6.5.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	9 091
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	9 091

6.5.2 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature en fonction des informations disponibles.

Annexe page 27

6.5.2.1 Mise à disposition des locaux

Plusieurs financeurs mettent à disposition à titre gracieux des locaux dans le cadre de différents dispositifs.

Financier	Nature de la mise à disposition
Mairie de Nantes	Mise à disposition d'une maison – dispositif La R'ssource
Ville de Trignac	Mise à disposition d'une maison – Dispositif Gestion locative
Mairie d'Indre	Bien immobilier
Mairie d'Indre	Bien immobilier
Total	

6.5.2.2 Bénévolat

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

L'entité n'est pas en mesure de recenser et de valoriser le bénévolat.

6.5.2.3 Mécénat de compétences

Plusieurs prestataires sont intervenus dans le cadre de convention de mécénat de compétences. Le montant s'élève à 3 605 € au titre de l'année 2024.

7 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Les associations qui rémunèrent un à trois dirigeants dans le cadre de l'article 261 7.1° du code général des impôts doivent, entre autres, indiquer dans une annexe aux comptes annuels le montant des rémunérations versées à chacun des dirigeants concernés (art 242C, annexe II du code général des impôts).

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle de la directrice.

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	13	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	87	
Ouvriers		
TOTAL	100	

Annexe page 30

9 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

9.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

En matière de retraite, l'engagement a été partiellement provisionné dans les comptes (à hauteur de 206 257 €).

Le montant de notre engagement total non provisionné s'élève à 69 755 € au 31/12/2024 contre 110 993 € au 31/12/2023.

Le montant total du passif social au 31/12/2024 est évalué à **276 012 €** selon les paramètres suivants :

Paramètres économiques :

Augmentation annuelle des salaires retenue : 2% Constant (Cadres et Non Cadres)

Taux d'actualisation : 3.23 % (inflation comprise).

Paramètres sociaux :

Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à : 62 ans

Le taux de rotation retenu est : Faible pour les catégories Cadres et Non Cadres

Le taux de charges sociales patronales est : 55% pour les catégories Cadres et Non Cadres

Le départ intervient à l'initiative du salarié.

Paramètres techniques :

La table de mortalité utilisée est la table réglementaire TG 05

Convention collective appliquée : Centres d'Hébergement et de Réadaptation Sociale (CHRS) ».

9.2 Engagements financiers reçus

	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts et des dettes auprès des établissements de crédit – Caution solidaire à 100% de la Mairie de Nantes	442 573	512 263
Total	442 573	512 263

Annexe page 31

9.3 Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

Percevant des dons pour un montant inférieur à 153 K€, notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public.

Annexe page 32

SOFAC AUDIT

ASSOCIATION SOLIDARITE ESTUAIRE

Association Loi 1901

Siège social : 102 rue Gambetta

44 000 NANTES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2024

ASSOCIATION SOLIDARITE ESTUAIRE

Association Loi 1901
Siège social : 102 rue Gambetta
44 000 NANTES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale relative à l'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31/12/2024

A l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION SOLIDARITE ESTUAIRE,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés, ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions.

Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences, que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données, avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application des dispositions de l'article R. 314-59 du code de l'action sociale et des familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention : Contrat de travail de la Directrice de l'établissement


Personnes concernées : Madame Valérie Gauthier, Directrice de l'Association

Nature et Objet : Contrat de travail à durée indéterminée

Modalités : Pour l'ensemble de l'année 2024, l'association a engagé une somme de 64 693 euros au titre de la rémunération brute du contrat de travail de Mme Valérie GAUTHIER, Directrice d'établissement.

Fait à Nantes, le 04/06/2025

SOFAC AUDIT,
Commissaire aux Comptes



Hugues DISSE
Associé

